

2° de verantwoordingsstukken betreffende alle uitgaven bedoeld in 1°. Deze stukken moeten in dubbel exemplaar opgesteld worden en chronologisch opgenomen worden in een verzamelstaat opgesteld in dubbel exemplaar.

De gerechtigde inrichting moet de originele stukken van de in 1° en 2° bedoelde documenten behouden en die ter beschikking houden van de dienst voor verificatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 19 december 2002.

Art. 6. De Minister van Hoger onderwijs, Onderwijs voor Sociale promotie en Wetenschappelijk onderzoek wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juni 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Odrachten toegewezen aan de O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Hoger onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3804

[C — 2003/29400]

19 JUNE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, notamment ses articles 6, 12, 13, 16 et 18;

Vu le protocole de négociation du 31 mars 2003 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux — section II réunis conjointement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 3 février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 février 2003;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 mars 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.374/2 du Conseil d'Etat donné le 19 mai 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

2° Institut : l'Institut de la formation en cours de carrière visé par le titre II du décret;

3° Commission : la commission de pilotage prévue par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.

CHAPITRE II. — Conditions de participation des candidats aux formations

Art. 2. Pour pouvoir participer à une formation, les candidats visés à l'article 6, alinéa 2, du décret doivent avoir montré leur intérêt pour un engagement dans l'enseignement, notamment par l'introduction de leur candidature à une désignation ou l'envoi d'un courrier de demande d'emploi.

En outre, les inscriptions des candidats visés à l'article 6, alinéa 2, du décret sont :

1° limitées au nombre de places disponibles par module de formation déterminées par l'Institut pour les formations visées à l'article 5, 1°, du décret et conditionnées, pour les chômeurs complets indemnisés, à la reconnaissance de la formation par l'ONEM;

2° conditionnées à l'accord soit de l'Institut pour les établissements et les centres PMS organisés par la Communauté française, soit de l'organe de représentation et de coordination concerné pour les établissements et les centres PMS subventionnés par la Communauté française, soit du pouvoir organisateur lorsque celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination, pour les formations visées à l'article 5, 2°, du décret;

3° conditionnées à l'accord du chef d'établissement ou du directeur de centre, pour les établissements et les centres PMS organisés par la Communauté française, ou du pouvoir organisateur ou de son délégué pour les établissements et les centres PMS subventionnés par la Communauté française pour les formations visées à l'article 5, 3°, du décret.

CHAPITRE III. — Attestations de fréquentation délivrées au terme des formations

Art. 3. L'attestation de fréquentation visée à l'article 12 du décret et dont le modèle se trouve en annexe est délivrée sur la base des informations transmises par l'opérateur de la formation :

1° pour les formations visées à l'article 5, 1°, du décret, par le fonctionnaire dirigeant de l'Institut;

2° pour les formations visées à l'article 5, 2°, du décret, soit par l'Institut pour les établissements et les centres PMS organisés par la Communauté française, soit par l'organe de représentation et de coordination concerné pour les établissements et les centres PMS subventionnés par la Communauté française soit par le pouvoir organisateur lorsque celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination;

3° pour les formations visées à l'article 5, 3°, du décret, par le chef d'établissement ou le directeur de centre, pour les établissements et les centres PMS organisés par la Communauté française, ou par le pouvoir organisateur ou son délégué, pour les établissements et les centres PMS subventionnés par la Communauté française.

Lorsque pour organiser les formations visées au point 3°, le pouvoir organisateur s'en est remis à l'organe de représentation et de coordination auquel il adhère, c'est ce dernier qui délivre les attestations de fréquentation.

CHAPITRE IV. — *Conditions à remplir par les opérateurs de formation visés par l'article 13, § 1^{er}, 2°, 3°, 10° à 14° du décret*

Art. 4. La capacité technique de l'opérateur est justifiée par l'une ou plusieurs des références suivantes :

1° par des titres d'études et professionnels de l'opérateur de formation ou/et des personnes qu'il emploie et, en particulier, du ou des responsables de la formation;

2° par la liste des principales formations organisées au cours des trois dernières années, indiquant le thème et le contenu des formations, le montant, la date et leurs destinataires publics ou privés;

3° par une déclaration mentionnant le personnel, le matériel et l'équipement technique dont l'opérateur disposera pour l'exécution des formations;

4° par une description des mesures prises par l'opérateur de formation pour s'assurer de la qualité des formations dispensées.

La capacité technique de l'opérateur de formation visé par l'article 13, § 1^{er}, 2°, du décret est également justifiée par l'une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

1° jouir d'une reconnaissance nationale ou internationale dans les compétences pour lesquelles la formation est dispensée;

2° que le recours à son expérience et ses compétences soit justifié par une motivation particulière ou exceptionnelle;

3° avoir fait l'objet de publications écrites ou d'un exposé oral dans le cadre de conférence.

La capacité financière et économique de l'opérateur de formation, à l'exclusion des personnes physiques, est justifiée par l'une ou plusieurs des références suivantes :

1° par des déclarations bancaires appropriées;

2° par la présentation des bilans, d'extraits de bilans ou de comptes annuels;

3° par une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'organisation de formations, réalisés au cours des trois derniers exercices.

Lorsqu'il s'agit d'un opérateur visé par l'article 13, § 1^{er}, 12°, l'opérateur de formation doit en outre répondre aux conditions suivantes :

1° ne pas être en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de concordat judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations ou réglementations nationales;

2° ne pas avoir fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de concordat judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;

3° ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle.

La preuve que l'opérateur de formation ne se trouve pas dans un des cas cités à l'alinéa précédent peut être apportée par la production d'un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance et dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

L'Institut et les organes de représentation et de coordination mettent à la disposition des établissements et des centres PMS, pour l'enseignement et les centres PMS organisés par la Communauté française et des pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement et les centres PMS subventionnés par la Communauté française, à leur demande ou via un site internet, une liste des opérateurs de formation qu'ils recommandent.

CHAPITRE V. — *Modalités relatives aux membres du personnel qui dispensent une formation*

Art. 5. En application de l'article 13, § 2, alinéa 2, du décret, les membres du personnel peuvent dispenser des formations à condition, lorsque la formation a lieu durant le temps de prestation, d'avoir obtenu l'accord du chef d'établissement ou du directeur de centre, pour les établissements et les centres PMS organisés par la Communauté française, ou du pouvoir organisateur ou de son délégué pour les établissements et les centres PMS subventionnés par la Communauté française.

En cas de refus, la décision fait l'objet d'une motivation formelle et est transmise au membre du personnel concerné.

Art. 6. Le remboursement des frais de déplacement des membres du personnel visés à l'article 13, § 1^{er}, 1°, du décret est fixé avec un maximum correspondant aux dispositions prévues pour les agents des services du Gouvernement de rang 10, pour autant que ces frais ne leur soient pas remboursés par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur en vertu d'autres dispositions.

Sans préjudice de l'article 13, § 3, alinéa 1^{er}, la rémunération des membres du personnel qui assurent des formations durant leur horaire est fixée à un montant maximum de 75 EUR par demi-jour de formation.

La rémunération des membres du personnel qui assurent des formations en dehors de leur horaire est fixée à un montant maximum de 120 EUR par demi-jour de formation.

Les montants visés aux alinéas précédents sont adaptés au 1^{er} septembre de chaque année aux fluctuations de l'indice santé tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993. L'indice de référence est celui de septembre 2003.

CHAPITRE VI. — *Procédure d'examen des demandes de dérogation introduites par un pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination dans le cadre des formations organisées en interréseaux par l'Institut*

Art. 7. § 1^{er}. Dans sa demande de dérogation, le pouvoir organisateur visé à l'article 16 du décret :

1° indique les formations pour lesquelles il sollicite une dérogation;

2° explicite en quoi les dérogations obtenues aux socles de compétences justifieraient une organisation propre des formations visées;

3° justifie les stratégies de remplacement qu'il mettra en œuvre pour permettre à son équipe pédagogique d'être en mesure de rendre effectifs les prescrits décrétaux poursuivis par les formations visées.

Sous peine d'être irrecevable, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites par lettre recommandée à la poste, auprès du Gouvernement, dans un délai de quinze jours suivant l'envoi par l'Institut du catalogue des formations qu'il organise.

§ 2. Dès réception de la demande de dérogation, le Gouvernement la transmet, avec ses annexes, à la Commission.

Dans un délai d'un mois, la Commission remet un avis motivé au Gouvernement sur les demandes de dérogation et, plus particulièrement, sur :

1° le caractère nécessaire de l'octroi de la dérogation eu égard à la mise en œuvre du projet pédagogique propre du pouvoir organisateur;

2° le respect du § 1^{er}.

Elle transmet également cet avis au pouvoir organisateur concerné. Le pouvoir organisateur dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de l'avis de la Commission pour faire valoir ses observations au Gouvernement.

§ 3. Au terme de la procédure visée au § 2, le Gouvernement prend une décision motivée dans un délai d'un mois sur la demande de dérogation et en fait part au pouvoir organisateur qui l'a introduite. La décision est également communiquée à la Commission et à l'Institut. A défaut, la demande de dérogation est considérée comme approuvée.

CHAPITRE VII. — *Modalités de soumission des programmes de formation au niveau réseau*

Art. 8. Les programmes de formation visés à l'article 18 du décret sont soumis à l'avis de la Commission au plus tard le 15 mars de l'année scolaire ou de l'exercice qui précèdent leur mise en œuvre.

La Commission rend son avis dans un délai d'un mois à partir de la réception des programmes. A défaut, elle est réputée avoir rendu un avis positif, pour autant qu'ils aient été transmis dans les délais précités.

Les programmes, accompagnés de l'avis de la Commission, sont transmis au Gouvernement avant le 30 avril. Le Gouvernement se prononce dans le mois qui suit la réception de ces programmes. A défaut, ceux-ci sont considérés comme approuvés, pour autant que ces programmes aient été transmis dans les délais précités.

CHAPITRE VIII. — *Modalités relatives à l'organisation de la formation visée par l'article 5, 3°, du décret*

Art. 9. La décision d'un pouvoir organisateur de s'en remettre, pour l'organisation des formations visées à l'article 5, 3°, du décret, à l'organe de représentation et de coordination auquel il adhère, fait l'objet d'une consultation :

1° de la commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement ou les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés par la Communauté française;

2° du conseil d'entreprise ou à défaut, des instances de concertation locale ou à défaut, des délégations syndicales, pour les établissements d'enseignement ou les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés par la Communauté française.

Lorsqu'un pouvoir organisateur s'en remet, pour l'organisation des formations visées à l'article 5, 3°, du décret, à l'organe de représentation ou de coordination auquel il adhère, les crédits visés à l'article 22 du décret sont directement versés à cet organe. Celui-ci est tenu d'assurer les formations en lien avec le plan de formation élaboré par l'équipe éducative.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 10. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif du 6 août 1991 portant délégation de compétences en matière de formation continue et de formation complémentaire pour les membres du personnel de l'enseignement fondamental, de l'enseignement spécial et des centres psycho-médico-sociaux, pour ce qui concerne l'enseignement spécial et les centres psycho-médico-sociaux;

2° l'arrêté de l'Exécutif du 30 décembre 1991 relatif à l'organisation de la formation complémentaire des membres des personnels de l'enseignement spécial;

3° l'arrêté de l'Exécutif du 30 décembre 1991 relatif à l'organisation de la formation continuée et à la formation complémentaire des membres des personnels de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, pour ce qui concerne l'enseignement spécial et les centres psycho-médico-sociaux;

4° l'arrêté de l'Exécutif du 10 août 1992 portant désignation de la section de la Commission chargée de donner son avis sur la formation continuée et la formation complémentaire des membres des personnels des centres psycho-médico-sociaux subventionnés;

5° l'arrêté de l'Exécutif du 13 avril 1993 portant désignation des membres de la section de la Commission chargée de donner son avis sur la formation continuée et la formation complémentaire des membres des personnels des établissements d'enseignement spécial subventionnés;

6° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire.

CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 11. A titre transitoire, pour les programmes de formation relatifs à l'année scolaire ou à l'exercice 2003-2004, les délais fixés à l'article 8 ne sont pas d'application.

Toutefois, la Commission de pilotage est tenue de rendre un avis dans le mois de la réception des programmes. A défaut, son avis est réputé positif. Dès réception des programmes accompagnés de l'avis de la Commission de pilotage, le Gouvernement est également tenu de se prononcer dans un délai d'un mois. A défaut, les programmes sont réputés approuvés. Les délais sont cependant suspendus entre le 15 juillet 2003 et le 20 août 2003.

Art. 12. A titre transitoire, les missions incombant à l'Institut dans le cadre des articles 2, alinéa 2, 2°, et 3, 2°, sont assurées par le Directeur général adjoint du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 13. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire, l'enseignement spécial et les centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juin 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

ANNEXE

ATTESTATION DE FREQUENTATION

Je soussigné(e), (nom, prénom)

Représentant (1)

Certifie que Madame/Monsieur (2) (nom, prénom) n° de matricule

En fonction dans le(s) établissement(s)/le(s) centre(s) PMS (3) suivant(s)

..... (nom + adresse)

en tant que (discipline(s) + niveau(x))

a suivi, en date du (des) pour un nombre de demi-jours de

le module de formation (4), organisé dans le cadre des formations visées par l'article 5, (1°) — (2°) — (3°) (5), du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

Date

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

(1) Indiquer soit l'Institut de la formation en cours de carrière, soit le nom de l'organe de représentation et de coordination concerné, soit le nom du pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, soit le nom de l'établissement ou du centre PMS lorsqu'ils sont organisés par la Communauté française.

(2) Biffer la mention inutile

(3) Idem

(4) Indique l'intitulé du module

(5) Biffer les mentions inutiles

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3804

[C — 2003/29400]

19 JUNI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op de artikelen 6, 12, 13, 16 en 18;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 31 maart 2003 van het Comité van sector IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke openbare diensten – afdeling II, gezamenlijk vergaderd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 februari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 februari 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 maart 2003 over de aanvraag aan de Raad van State om advies te verlenen binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies 35.374/2 van de Raad van State, gegeven op 19 mei 2003, met toepassing van 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs en van Buitengewoon Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

2° Instituut : het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan van de Franse Gemeenschap bedoeld bij titel II van het decreet;

3° Commissie : de Sturingscommissie bedoeld bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *De voorwaarden voor de deelname van de kandidaten aan de opleidingen*

Art. 2. Om aan een opleiding deel te kunnen nemen moeten de kandidaten bedoeld bij artikel 6, § 2, van het decreet hun belangstelling hebben getoond voor een actieve deelname aan het onderwijs, namelijk door de indiening van hun kandidatuur voor een aanwijzing of het zenden van een brief ter aanvraag van een job.

Bovendien, de inschrijvingen van de bij artikel 6, § 2, van het decreet bedoelde kandidaten worden :

1° Beperkt tot het aantal beschikbare plaatsen per opleidingsmodule, dat door het Instituut bepaald werd voor de opleidingen bedoeld bij artikel 5, 1°, van het decreet en afhankelijk gemaakt, voor volledig uitkeringsgerechtigde werklozen, van de erkenning van de opleiding door de RVA.

2° Afhangelijk gemaakt van de instemming ofwel van het Instituut, voor de inrichtingen en PMS-centra ingericht door de Franse Gemeenschap, ofwel van het betrokken vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan voor de inrichtingen en PMS-centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van de inrichtende macht als deze niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor de opleidingen bedoeld bij artikel 5, 2°, van het decreet;

3° Afhangelijk gemaakt van de instemming van het inrichtingshoofd of van de directeur van het centrum, voor de inrichtingen en PMS-centra ingericht door de Franse Gemeenschap, of van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor de inrichtingen en PMS-centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor de opleidingen bedoeld bij artikel 5, 3°, van het decreet.

HOOFDSTUK III. — *Attesten van schoolbezoek uitgereikt op het einde van de opleidingen*

Art. 3. Het attest van schoolbezoek bedoeld bij artikel 12 van het decreet, en waarvan model als bijlage, wordt uitgereikt op basis van de informatie overgezonden door de operator van de opleiding :

1° voor de opleidingen bedoeld bij artikel 5, 1°, van het decreet, door de leidend ambtenaar van het Instituut;

2° voor de opleidingen bedoeld bij artikel 5, 2°, van het decreet, ofwel door het Instituut, voor de inrichtingen en PMS-centra ingericht door de Franse Gemeenschap, ofwel door het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, voor de inrichtingen en PMS-centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ofwel door de inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan;

3° voor de opleidingen bedoeld bij artikel 5, 3°, van het decreet, door het inrichtingshoofd of de directeur van het centrum, voor de inrichtingen en PMS-centra ingericht door de Franse Gemeenschap, ofwel door de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor de inrichtingen en PMS-centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Wanneer, om de bij punt 3° bedoelde opleidingen in te richten, de inrichtende macht zich berust heeft op het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarbij zij aangesloten is, reikt dit laatste de attesten van schoolbezoek uit.

HOOFDSTUK IV. — *De voorwaarden betreffende de opleidingsoperatoren bedoeld bij artikel 13, § 1, 2°, 3°, 10° tot 14° van het decreet*

Art. 4. De technische vaardigheid van de operator wordt bewezen door een of meerdere van de volgende referenties :

1° door studie- of beroepsbewijzen van de opleidingsoperator of/ en van de personen die hij tewerk stelt, en, meer bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de opleiding;

2° door de lijst met de voornaamste opleidingen ingericht tijdens de laatste drie jaren, met vermelding van het thema en de inhoud van de opleidingen, het bedrag, de datum en de publieke of private bestemmingen;

3° door een verklaring waarin het personeel, het materiaal en de technische uitrusting waarover de operator voor de uitvoering van de opleidingen zal beschikken, vermeld staan;

4° door een beschrijving van de maatregelen getroffen door de opleidingsoperator om de kwaliteit van de verstrekte opleidingen te controleren.

De technische vaardigheid van de operator bedoeld bij artikel 13, § 1, 2°, van het decreet wordt ook bewezen door een of meer van de volgende kenmerken :

1° een nationale of internationale erkenning genieten wat betreft de bekwaamheden waarvoor de opleiding verstrekt wordt.

2° het beroep op zijn ervaring en bekwaamheden wordt bewezen door een bijzondere of uitzonderlijke motivatie.

3° het voorwerp te hebben gemaakt van schriftelijke publicaties of een mondelinge voordracht in het kader van conferenties.

De geldelijke en economische bekwaamheid van de opleidingsoperatoren met uitsluiting van de natuurlijke personen, wordt bewezen door een van de volgende referenties :

1° door relevante bankverklaringen;

2° door het voorstellen van balansen, balansuittreksels of jaarlijkse rekeningen;

3° door een verklaring met betrekking tot de globale omzet en de omzet betreffende de inrichting van de opleidingen, geboekt tijdens de laatste drie jaar.

Wanneer het om een operator bedoeld bij artikel 13, § 1, 12°, gaat, dient de opleidingsoperator, bovendien, aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° zich niet in een staat van failliet, vereffening, staking van activiteiten, gerechtelijk akkoord of elke analoge toestand te bevinden die zou voortvloeien uit een procedure van dezelfde aard die in de nationale wetgevingen of reglementeringen bestaat;

2° zijn failliet niet toegegeven hebben of niet het voorwerp te zijn van failliet, vereffening, staking van activiteiten, gerechtelijk akkoord of elke analoge toestand te bevinden die zou voortvloeien uit een procedure van dezelfde aard die in de nationale wetgevingen of reglementeringen bestaat;

3° niet veroordeeld geweest te zijn door een in kracht van gewijsde gegaan vonnis wegens om het even welk misdrijf dat zijn beroepsmoraliteit aantast.

Het bewijs dat de opleidingsoperator zich niet in een van de bij vorig lid genoemde gevallen bevindt, kan geleverd worden door het indienen van een uittreksel van het strafregister of een gelijkwaardig document uitgereikt door een gerechtelijke of administratieve overheid van het land van afkomst of herkomst en waaruit blijkt dat aan deze vereisten is voldaan.

Het Instituut en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen stellen ter beschikking van de inrichtingen en de PMS-centra, voor het onderwijs en de PMS-centra ingericht door de Franse Gemeenschap en van de inrichtende machten, voor het onderwijs en de PMS-centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, op hun aanvraag of via een Website, een lijst van de opleidingsoperatoren die zij aanbevelen.

HOOFDSTUK V. — *Nadere regels voor de personeelsleden die een opleiding verstrekken*

Art. 5. Bij toepassing van artikel 13, § 2, lid 2, van het decreet kunnen de personeelsleden opleidingen verstrekken op voorwaarde dat, indien de opleiding plaatsgrijpt gedurende de uurregeling van het personeelslid, hij de instemming heeft gekregen, voor de personeelsleden van het inrichtingshoofd of de directeur van het centrum, voor de inrichtingen en PMS-centra ingericht door de Franse Gemeenschap, ofwel door de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor de inrichtingen en PMS-centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Bij weigering wordt de beslissing formeel met redenen omkleed en overgezonden aan het betrokken personeelslid.

Art. 6. De terugbetaling van de verplaatsingskosten van de personeelsleden bedoeld bij artikel 13, lid 1, 1° van het decreet, wordt bepaald op een maximum overeenstemmend met de voorwaarden van de ambtenaren van de diensten van de Regering van rang 10, voor zover deze kosten al niet door de Regering terugbetaald worden of door de inrichtende macht krachtens andere bepalingen.

Onverminderd artikel 13, § 3, lid 1, wordt de bezoldiging van de personeelsleden die opleidingen verstrekken gedurende hun uurregeling, vastgesteld op een maximaal bedrag van 75 Euros per halve dag opleiding.

De bezoldiging van de personeelsleden die opleidingen verstrekken buiten hun uurregeling, wordt vastgesteld op een maximaal bedrag van 120 Euros per halve dag opleiding.

Deze bedragen worden om het jaar op 1 september aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindex zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993. Het referentieindex is dat van september 2003.

HOOFDSTUK VI. — *Procedure voor het onderzoek van de aanvragen van afwijking ingediend door een inrichtende macht die aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan in het kader van de opleidingen ingericht in netoverschrijdend verband door het Instituut*

Art. 7. § 1. In haar aanvraag tot afwijking, dient de inrichtende macht bedoeld bij artikel 16 van het decreet :

1° de opleidingen te vermelden waarvoor zij een afwijking aanvraagt;

2° de wijze te verklaren waarop de toegestane afwijkingen van het referentiesysteem voor basisvaardigheden een eigen inrichting voor bedoelde opleidingen zouden verantwoorden;

3° de vervangingsstrategieën te verantwoorden die zij zal aanwenden om haar pedagogische team toe te laten de door de opleidingen nagestreefde doelstellingen van de decreten effectief te maken.

Op straffe van onontvankelijkheid, worden de aanvraag om afwijking en haar bijlagen per ter post aangetekende brief bij de Regering ingediend, binnen een termijn van veertien dagen na het verzenden door het Instituut van de catalogus van de vormingen waarvoor het instaat.

§ 2. Zodra de aanvraag om afwijking gestuurd is, zendt de Regering ze over, vergezeld van haar bijlagen, aan de Commissie.

Binnen een termijn van één maand, brengt de Commissie een met redenen omkleed advies uit over de aanvragen om afwijking en, meer specifiek, over :

1° het noodwendige karakter van de toekenning van de afwijking met betrekking tot het in toepassing brengen van het pedagogisch ontwerp eigen aan de inrichtende macht;

2° het naleven van § 1.

Ook zendt ze aan de betrokken inrichtende macht dit advies. De inrichtende macht beschikt over een termijn van veertien dagen vanaf de ontvangst van het advies van de Commissie om haar opmerkingen bij de Regering te laten gelden.

§ 3. Op het einde van de procedure bedoeld bij § 2, neemt de Regering een met redenen omklede beslissing binnen een termijn van één maand omtrent de aanvraag om afwijking en deelt haar beslissing aan de inrichtende macht mede die ze ingediend heeft. Ook wordt de beslissing aan de Commissie en het Instituut medegedeeld. Bij gebrek aan dergelijke mededeling, wordt de aanvraag om afwijking geacht goedgekeurd te zijn.

HOOFDSTUK VII. — *Nadere regels voor het indienen van de opleidingsprogramma's op netniveau*

Art. 8. De opleidingsprogramma's bedoeld bij artikel 18 van het decreet worden ter advies voorgelegd aan de Commissie ten laatste op 15 maart van het schooljaar of het jaar dat voorafgaat aan hun praktische uitwerking.

De Commissie brengt haar advies uit binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van de programma's. Bij gebrek daaraan, wordt zij geacht een positief advies te hebben verleend, voor zover zij overgezonden werden binnen voornoemde termijnen.

De programma's, vergezeld van het advies van de Commissie, worden overgezonden aan de Regering vóór 30 april. De Regering spreekt zich uit binnen de maand die volgt op de ontvangst van deze programma's. Bij gebrek daaraan, worden deze als goedgekeurd geacht, voor zover deze programma's binnen voornoemde termijnen werden overgezonden.

HOOFDSTUK VIII. — *Nadere regels betreffende de inrichting van de opleiding bedoeld bij artikel 5, 3°, van het decreet*

Art. 9. De beslissing van een inrichtende macht zich, voor de inrichting van de opleidingen bedoeld bij artikel 5, 3°, van het decreet, te berusten op het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarbij zij aangesloten is, maakt het voorwerp uit van een raadpleging :

1° van de plaatselijke paritaire commissie voor de officiële onderwijsinrichtingen en PMS-centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° van de ondernemingsraad of bij gebrek daaraan, de plaatselijke overleginstanties of bij gebrek daaraan, de vakverenigingen, voor de vrije onderwijsinrichtingen en PMS-centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Wanneer een inrichtende macht zich, voor de inrichting van de opleidingen bedoeld bij artikel 5, 3°, van het decreet, berust op het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarbij zij aangesloten is, worden de bij artikel 22 van het decreet bedoelde kredieten rechtstreeks ten gunste van dit orgaan gestort. Het is ertoe gehouden voor de opleidingen te zorgen in naleving van het opleidingsplan uitgewerkt door het opvoedende team.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 10. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 augustus 1991 tot bevoegdheidsoverdracht inzake voortgezette opleiding en aanvullende opleiding voor de personeelsleden van het basisonderwijs, het buitengewoon onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de inrichting van de aanvullende opleiding van de personeelsleden van het buitengewoon onderwijs;

3° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1991 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 mei 1999 wat betreft zijn toepassing op het gewoon basisonderwijs;

4° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 augustus 1992 tot aanwijzing van de afdeling van de Commissie belast met het uitbrengen van een advies over de voortgezette vorming en de aanvullende opleiding van de personeelsleden van de gesubsidieerde PMS-centra;

5° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 april 1993 tot aanwijzing van de afdeling van de Commissie belast met het uitbrengen van een advies over de voortgezette vorming en de aanvullende opleiding van de personeelsleden van de gesubsidieerde inrichtingen voor buitengewoon onderwijs;

6° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 16 juli 1993 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs.

HOOFDSTUK X. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. Bij wijze van overgangsmaatregel, zijn de termijnen bepaald bij artikel 8 niet van toepassing op de opleidingsprogramma's met betrekking tot het schooljaar of het jaar 2003-2004.

Nochtans is de Sturingscommissie ertoe gehouden een advies uit te brengen binnen de maand van de ontvangst van de programma's. Bij gebrek daaraan, wordt het advies positief geacht. Zodra zij de programma's vergezeld van het advies van de Sturingscommissie ontvangt, wordt ook de Regering ertoe gehouden zich uit te spreken binnen een termijn van één maand. Bij gebrek daaraan, worden de programma's als goedgekeurd geacht. De termijnen worden, evenwel, opgeschort tussen 15 juli 2003 en 20 augustus 2003.

Art. 12. Bij wijze van overgangsmaatregel, worden de opdrachten die het Instituut toekomen in het kader van de artikelen 2, lid 2, 2°, en 3, 2°, waargenomen door de Adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst Pedagogische Zaken, Onderzoek inzake pedagogie en Sturing van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs, het buitengewoon onderwijs en de PMS-centra behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juni 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE